



Conseil de sécurité
New York, le 28 novembre

Briefing : la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie
Déclaration lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

Monsieur le Président,

La Suisse souscrit pleinement à la déclaration prononcée par le représentant permanent du Brésil, notre co-porte-plume, au nom de nos deux pays sur le dossier humanitaire. Je tiens à remercier la Directrice des opérations et du plaidoyer d'OCHA, Mme Edem Wosornu, pour son exposé. Permettez-moi d'ajouter quelques observations à titre national sur la situation politique en Syrie.

La Suisse soutient les efforts de l'Envoyé spécial Pedersen visant à assurer que la Syrie ne soit ni menacée, ni éclipsée par les répercussions régionales du conflit au Proche-Orient. Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe, Mme Najat Rochdi, pour son exposé sur les derniers développements en Syrie. Nous regrettons que les actions visant à relancer le processus politique et les travaux du Comité Constitutionnel, sur la base de la résolution 2254, soient au point mort. Nous enjoignons toutes les parties concernées à pleinement s'engager et à collaborer avec l'Envoyé spécial en vue d'une relance d'un tel processus.

La situation sécuritaire, en particulier dans le nord du pays, continue de nettement se dégrader. La Suisse rappelle que le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, notamment la protection des civils, est – et doit rester – une priorité de ce Conseil. La population civile et les infrastructures civiles, y compris les écoles, doivent être impérativement protégées. Dans la région d'Idlib, plusieurs dizaines de personnes – dont près d'un tiers d'enfants – ont été tuées, et une centaine de milliers d'autres ont été déplacées à cause des affrontements. Dans le nord-est, les violences armées se poursuivent, faisant craindre un vide sécuritaire qui profiterait au groupe Etat islamique alors qu'il multiplie les attaques ces derniers temps. Au même titre que les précédentes, cette nouvelle vague d'hostilités dans le nord du pays affectent les femmes et les filles de manière disproportionnée, augmentant ainsi le risque de violences basées sur le genre. Enfin, les frappes récurrentes sur les aéroports de Damas et Alep et sur divers sites sur l'ensemble du territoire sont une preuve, parmi d'autres, que les répercussions du conflit au Proche-Orient se font également sentir sur le sol syrien. C'est pourquoi nous appelons à instaurer un cessez-le-feu au niveau national, conformément à la Résolution 2254.

Monsieur le Président,

En cette période de fortes tensions régionales, nous rappelons qu'on ne peut envisager une paix durable sans justice - en Syrie comme ailleurs. La Suisse réitère son plein soutien aux organisations

de la société civile qui jouent un rôle crucial dans la documentation des crimes internationaux. Leur travail, tout comme celui du Mécanisme international, impartial et indépendant, est fondamental pour lutter contre l'impunité. La Suisse tient à souligner la nécessité de leur apporter les moyens nécessaires à ce travail.

Enfin, la Suisse rappelle que la mise en œuvre de mesures de confiance pragmatiques, au sens de la résolution 2254 et par toutes les parties, telles que la récente déclaration d'amnistie et la prolongation de l'ouverture des passages frontaliers de Bab el Salame et Bab el R'ai, sont essentielles pour ouvrir la voie au dialogue ; à l'intérieur de la Syrie, mais aussi au niveau international. De réels progrès vers une solution politique ne pourront avoir lieu que si toutes les parties concernées reprennent un dialogue réaliste, constructif et tangible. A cette fin, il est important que le Conseil de sécurité continue d'octroyer à la Syrie toute l'attention nécessaire.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President

Switzerland fully endorses the statement made by the permanent representative of Brazil, our co-penholder, on behalf of our two countries on humanitarian issues. I would like to thank Director of OCHA's Operation and Advocacy Division, Ms Edem Wosornu, for her presentation. Allow me to add a few comments in my national capacity on the political situation in Syria.

Switzerland supports Special Envoy Pedersen's efforts to ensure that Syria is neither threatened nor overshadowed by the regional repercussions of the Middle East conflict. I would like to thank Deputy Special Envoy Najat Rochdi for her briefing on the latest developments in Syria. We regret that efforts to relaunch the political process and the work of the Constitutional Committee, on the basis of resolution 2254, have stalled. We urge all parties concerned to fully engage and collaborate with the Special Envoy with a view to relaunching such a process.

The security situation, particularly in the north of the country, continues to deteriorate sharply. Switzerland reiterates that respect for international humanitarian law and human rights, in particular the protection of civilians, is - and must remain - a priority for this Council. The civilian population and civilian infrastructure, including schools, must be protected at all costs. In the Idlib region, dozens of people - nearly a third of them children - have been killed, and around a hundred thousand others have been displaced by the fighting. In the northeast, armed violence continues, raising fears of a security vacuum that would benefit the Islamic State group, which has been stepping up its attacks of late. As in previous years, this new wave of hostilities in the north of the country disproportionately affects women and girls, increasing the risk of gender-based violence. Finally, the recurrent strikes on the airports of Damascus and Aleppo, and on various sites throughout the country, are proof, among others, that the repercussions of the Middle East conflict are also being felt on Syrian soil. We therefore call for a nationwide ceasefire, in accordance with Resolution 2254.

Mr. President,

At this time of high regional tension, we would like to remind you that lasting peace is impossible without justice - in Syria as elsewhere. Switzerland reiterates its full support for civil society organizations, which play a crucial role in documenting international crimes. Their work, like that of

the International, Impartial and Independent Mechanism, is fundamental to the fight against impunity. Switzerland stresses the need to provide them with the resources they need to carry out their work.

Finally, Switzerland reiterates that the implementation of pragmatic confidence-building measures, within the meaning of Resolution 2254 and by all parties, such as the recent declaration of amnesty and the extension of the opening of the Bab el Salame and Bab el R'ai border crossings, are essential to pave the way for dialogue; within Syria, but also at international level. Real progress towards a political solution can only be made if all the parties concerned resume a realistic, constructive and tangible dialogue. To this end, it is important that the Security Council continues to give Syria its full attention.

I thank you.